



Rodrigue Demeuse et Emmanuel Disabato ©DR

« La réforme des rythmes académiques, ce serait finalement la meilleure réforme possible du décret paysage »

GÉRALD VANBELLINGEN

Le nouveau décret paysage, les futurs probables rythmes académiques, ChatGPT et l'intelligence artificielle, la précarité étudiante grandissante ou encore la transition secondaire-supérieur. Pour Entrées libres, **Rodrigue Demeuse et Emmanuel Disabato (Ecolo)**, députés au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, évoquent une bonne partie de l'actualité liée à l'enseignement supérieur.

Quels sont les défis et les enjeux cruciaux aujourd'hui pour l'enseignement supérieur ?

Rodrigue Demeuse : « Actuellement, l'un des véritables enjeux, c'est la question de l'accessibilité. Le tout dans un cadre de définancement historique avec des étudiants de plus en plus nombreux dans les auditoriums et des moyens qui n'ont pas suivi. Une situation qu'on s'emploie à rattraper depuis le début de la législature avec aujourd'hui 89 millions d'investissements annuels en faveur des établissements d'enseignement supérieur. Et puis parallèlement, ce qui était fondamental pour nous et qui a été obtenu, c'est qu'il y ait une orientation de ces moyens pour l'accompagnement des étudiants (6 millions €). Pour leur permettre de ne pas être freinés à l'entrée des études ou stoppés en cours de parcours et faire en sorte que l'accès à l'enseignement supérieur reste un droit fondamental ».

Quels seraient ces freins à l'accessibilité de l'enseignement supérieur ?

RD : « On voit qu'il y a des pressions qui s'exercent pour ajouter des filtres à l'entrée. On voit également qu'il y a des barrières sociales et/ou financières avec le problème de plus en plus grand de la précarité étudiante aussi. Et ce n'est pas acceptable car l'enseignement supérieur, c'est aussi un levier d'émancipation et d'élévation. Il faut donc faire le maximum

en gardant à l'esprit que tout euro investi dans l'enseignement supérieur est un euro bien investi et qui fructifie après pour la société. »

Emmanuel Disabato : « Du côté des barrières, je mettrais aussi en avant les différences de niveau énormes qui existent en Belgique entre le monde du secondaire et du supérieur. En secondaire, les élèves travaillent tout au long de l'année, même s'ils ont aussi deux périodes d'exams. Elles peuvent être dures mais se situent très loin de l'intensité d'un baccalauréat du supérieur. Ce qui cause énormément d'échecs en première année. Raison pour laquelle, on s'est énormément battu au sein d'Ecolo pour augmenter les aides à la réussite. Mais ces aides doivent être complétées à notre sens par la mise en place d'évaluations formatives ainsi qu'une évaluation continue. »

Les réflexions actuelles sur les rythmes scolaires académiques englobent justement ce système d'évaluation continue. Ces réflexions vont donc dans le bon sens ?

RD : « Oui et un grand oui. Ecolo a d'ailleurs été le premier à mettre ce sujet sur la table. Car aujourd'hui, le système de l'enseignement supérieur est une

véritable machine à générer l'échec. Un système qui en termes de calendrier n'a quasi plus évolué depuis des décennies et qui épuise tout le monde : étudiants mais aussi les professeurs, assistants et même chercheurs. Et ça j'ai pu m'en rendre compte quand j'étais assistant à l'UNamur. Car ce système pousse chaque étudiant à étudier au dernier moment, celui du baccalauréat. Et quand on fait un rapide calcul, on se rend compte

« En termes de calendrier, le système actuel de l'enseignement supérieur est un système qui n'a plus évolué depuis des décennies et qui épuise tout le monde »

que sur une année d'étude, on passe entre quatre et six mois à soit préparer des examens, soit à passer des examens. C'est énorme.

Sans oublier qu'à la rentrée, tous ceux qui avaient eu une deuxième session revenaient également complètement épuisés... »

L'idée, c'est de permettre à tout le monde de se reposer pour favoriser la réussite ? À l'image des rythmes scolaires du fondamental et secondaire ?

RD : « Pour nous, cette réforme des rythmes académiques, ce serait finalement la meilleure réforme possible du décret paysage. Elle serait beaucoup plus efficace en termes d'aide à la réussite comme en termes d'accompagnement de l'étudiant. À la condition évidemment qu'elle englobe comme dit plus haut, une réforme profonde des modes d'évaluation. » ■

## Décret paysage

### « Des balises importantes dédiées à l'aide à la réussite »

GÉRALD VANBELLINGEN

Un nouveau décret paysage est entré en vigueur au début de l'année scolaire. Avec des balises qui se veulent plus claires mais aussi plus strictes quant à l'acquisition des crédits du parcours de formation. Le tout, en renforçant les moyens octroyés pour l'aide à la réussite, surtout dans les premières années. L'idée centrale consiste à contrer l'allongement des études ainsi que la perte de notion de réussite induits par l'ancien décret.

Que pensez-vous de la réforme actuelle ? Était-elle plus que nécessaire ?

Rodrigue Demeuse : « Le constat était unanimement partagé ou presque : l'ancien décret devait absolument évoluer car il entraînait des dérives. Notre priorité chez Ecolo, c'était de tout faire pour que le nouveau englobe des moyens dédiés à l'aide à la réussite. Et si ça n'aura pas été simple, on a toutefois réussi à obtenir des balises importantes. Avec les 6 millions structurels qui se traduisent par autant de mesures qui ne se trouvaient pas dans le texte à la base. On a par exemple obtenu plus de souplesse entre le bac et le master avec des étudiants qui restent finançables même s'ils n'ont obtenu que 50 crédits en deux ans (même si la décision reste soumise à l'appréciation d'un jury). On parle également de l'intégration directe d'activités de remédiation dans le parcours de l'étudiant quand celui-ci n'atteint pas les 30 crédits. Une aide complétée par l'obligation pour les établissements de mettre un plan d'aide à la réussite à soumettre chaque année à l'ARES (Académie de recherche et d'enseignement supérieur). »

Ces 6 millions dédiés à l'aide à la réussite, c'est suffisant pour la quarantaine d'établissements de l'enseignement supérieur ?

Emmanuel Disabato : « Soyons clairs, ce n'est pas suffisant. Comme les 89 millions annuels dédiés à l'enseignement supérieur ne sont pas suffisants non plus. Mais c'est un effort gigantesque par rapport à la situation financière de la FWB (1 milliard d'euros de déficit). Je pense même qu'avec ces 89 millions à la fin de la législature, jamais un gouvernement n'aura fait autant durant ces 20 dernières années pour l'enseignement supérieur. Ce qui est extrêmement positif pour le gouvernement arc-en-ciel. Mais ce n'est pas encore suffisant, on le sait. »

RD : « L'autre enjeu, lié à l'aide à la réussite, c'était aussi d'améliorer l'encadrement des étudiants. Et en priorité durant les premières années. Car si on augmente l'aide à l'encadrement, on augmente aussi la réussite. Alors qu'on a aujourd'hui des auditoriums surchargés, si on augmente le nombre d'assistants par étudiant, ça permettra d'avoir une attention plus forte par étudiant. Sans perdre de vue qu'à nos yeux, la meilleure réforme possible pour aider à la réussite, c'est la réforme des rythmes scolaires et académiques. La plus efficace et surtout celle qui ne coûtera pas un euro. »

ED : « Sans oublier qu'avec les plans d'aide à la réussite que devront établir les établissements, cela va créer une émulation. Où une université pourra s'inspirer de ce qu'a mis une autre en place, etc. Ça, ça ne coûte pas un euro non plus et cela permettra d'en quelque sorte piocher dans les meilleures pratiques. »

La FEF se disait inquiète quant au décret paysage car il fait de l'enseignement supérieur un enseignement toujours plus élitiste ...

RD : « C'est un point d'attention central également. D'où la nécessité d'avoir une attention particulière par rapport à l'obligation d'évaluer le décret et être attentif aux effets pervers éventuels. Mais il faut aussi rappeler que la situation précédente n'était pas tenable, avec déjà des effets sur les étudiants les plus précaires. Est-ce que la solution actuelle est la bonne ? C'est difficile à dire maintenant, il faudra l'évaluer plus tard. Mais en attendant, notre priorité a été de mettre le focus sur l'accompagnement des étudiants et nous avons obtenu beaucoup en la matière. »

ED : « Je pense qu'on a mis trop de temps entre le premier décret paysage et celui-ci. Alors on ne va pas tout changer chaque année, mais il est à notre sens important de pouvoir faire évoluer le décret de manière continue. Pour, s'il y a des décalages entre les réalités du terrain et le texte, le faire évoluer tout simplement. Mais pour cela, il faut aussi avoir un plan clair en tête, avec des critères objectifs déterminés en amont. Le problème, qui est spécifique à l'enseignement supérieur, c'est qu'on manquait énormément de données. Cela sera résolu avec la mise en place d'e-paysage. Un outil de simplification administrative qui permettra enfin d'avoir des données et statistiques actualisées qui permettront d'objectiver l'impact des décisions. » ■



## Précarité étudiante

# « Une situation dramatique et inadmissible »

La précarité étudiante est malheureusement presque devenue indissociable des études supérieures. Que fait-on aujourd'hui pour tenter de l'endiguer ?

Rodrigue Demeuse : « Depuis un an et demi, je fais un tour des kots étudiants. Et la situation est dramatique. Il suffit de regarder les files devant les banques alimentaires, les étudiants qui ne peuvent pas entamer d'études ou qui doivent les arrêter, qui ne parviennent plus à se chauffer ou à payer leurs charges, qui doivent cumuler trois jobs, etc. Ce n'est tout simplement pas admissible. Car la précarité étudiante est un des plus gros freins à l'accessibilité de l'enseignement supérieur. La Déclaration de Politique Communautaire (DPC) était déjà la plus ambitieuse en la matière. Mais on s'est rendu compte que la situation imposait de prendre des mesures complémentaires. »

**Concrètement, quelles sont ces mesures complémentaires ?**

RD : « On a mis sur pied un plan de lutte contre la précarité qui a été adopté par tous les gouvernements et parlements du sud du pays. Parmi les mesures phares, il y a par exemple la quasi-gratuité des transports en commun : 1 euro par mois pour les 18-24 ans. Une mesure fondamentale obtenue en grande partie par nos actions chez Ecolo et qui représente un effort colossal en termes de budget. Ensuite, il y a l'extension du gel du minerval à tout l'enseignement supérieur. Une mesure qui était déjà dans la DPC mais qui a été rappelée dans ce plan d'actions. Je peux aussi citer les moyens supplémentaires dégagés pour les services sociaux des établissements scolaires, le premier volet de la réforme des allocations d'études, etc. »

**Quels sont les gros chantiers qui demandent encore du travail ?**

RD : « L'un des gros enjeux concerne les supports de cours et leur gratuité réelle pour ceux qui y ont droit. Sans oublier leur mise en ligne systématique. Ensuite, il y aura le deuxième volet de la réforme des allocations d'études. Un texte que l'on veut absolument ambitieux. Pour élargir à la fois les montants, mais également le nombre de bénéficiaires, tout en automatisant ces droits. Car on se rend compte qu'il y a pas mal de gens qui ont droit à des aides mais qui n'y font pas appel car ils ne sont pas au courant. »



La grosse partie du budget d'un étudiant est souvent consacrée à son logement. Comment faire en sorte d'en réduire l'importance ?

Emmanuel Disabato : « Quand on veut tenter d'endiguer la précarité étudiante, on pense évidemment aux actions sur les loyers. Mais il faut également penser aux factures énergétiques. Et à ce niveau-là, on milite énormément pour la rénovation du « parc immobilier étudiant ». Car avoir un loyer modéré c'est bien mais avec des factures énergétiques élevées, ça ne sert à rien. »

RD : « D'autant qu'on sait que les primes à la rénovation n'ont jamais été aussi grandes. Cela devrait donc inciter les propriétaires

privés à passer le cap. Ensuite, du côté du parc public, la DPC comporte un objectif de création de logements étudiants (entre 500 et 800 nouveaux kots) et de leur rénovation mais pour le

moment, ils n'ont pas encore assez travaillé en la matière. Mais on avance sur l'extension des missions des agences immobilières sociales aux kots étudiants, ce qui n'était pas possible auparavant. Et c'est une excellente mesure car elle permet aux étudiants d'accéder à de bons logements pour moins cher et aux propriétaires d'être sûrs de voir leur kot être loué et leur revenir en bon état à la fin du bail. »

**500 à 800 nouveaux logements est-ce suffisant ?**

ED : « Soyons clairs. À l'horizon 2030, les besoins avaient été évalués à 95.000 logements étudiants supplémentaires à l'échelle de la Belgique entière. C'est un chiffre quasiment inatteignable, on le sait. Mais il faut faire tous les efforts possibles pour créer et rénover les logements en étant, si pas au niveau attendu, au plus proche de ce chiffre. »

**Une autre facette de la précarité étudiante, c'est l'obligation pour certains de combiner études et job(s). Ce qui est loin d'être évident...**

ED : « Un étudiant sur quatre travaille pour pouvoir payer ses études. Il faut évidemment qu'ils puissent pouvoir le faire même si dans la théorie, on plaiderait pour que les étudiants

## ChatGPT

## « Outiller les étudiants pour qu'ils en fassent une utilisation critique »



*n'y soient pas contraints. Parce que ça les dévie de leur mission première qui est l'apprentissage. »*

Ce serait possible de dire aux étudiants qui en ont besoin de ne plus travailler ? Comment les aider à franchir ce cap ?

RD et ED : « Ce serait l'idéal, même si la réalité actuelle, c'est que des étudiants ne doivent pas seulement combiner un job avec leurs études, mais parfois combiner plusieurs jobs ... Ce qui est complètement impensable et intenable. Surtout que les statistiques le démontrent : les étudiants travailleurs ont moins de chances de réussir leurs études. Car ce n'est pas au détriment du blocus qu'ils vont bosser. Généralement, ils sacrifient des moments destinés à l'apprentissage. C'est là aussi qu'on voit que le système actuel marche sur la tête. Et l'une des meilleures solutions à ce problème selon nous, c'est la réforme des rythmes académiques. »

En quoi cette réforme pourrait solutionner cette situation ?

RD : « Telle qu'on la conçoit, cette réforme des rythmes académiques, c'est aussi une façon de lutter contre la précarité des étudiants. Car si on sort de cette logique du tout au blocus, avec des évaluations plus continues et étalées, les étudiants n'auront plus à sacrifier les périodes d'apprentissage pour répondre à leurs autres obligations, dont le travail. Ils pourront également se reposer et pas juste en façade, passer de vrais moments en famille à Noël, etc. Ce qui aura sans aucun doute des répercussions positives sur leurs résultats, leur bien-être, mais aussi sur leur temps libre. » ■

**G.VBG**

Il fascine autant qu'il inquiète la société en général et le monde de l'enseignement en particulier. Comment appréhender ce nouvel outil devenu viral ?

Rodrigue Demeuse : « Il est clair que les possibilités de ChatGPT sont impressionnantes. Mais pour moi, l'Intelligence artificielle (IA), c'est une petite révolution qui est surtout sociétale à la base et qui touche également l'enseignement, dont le supérieur. Où son arrivée s'est traduite très rapidement par une utilisation massive pour préparer des travaux ou effectuer des recherches mais aussi pour une mauvaise utilisation. On parle de triche, mais aussi de diffusion de contenus qui s'avèrent être complètement faux, comme le logiciel l'annonce d'ailleurs comme une mise en garde. Mais il est clair qu'aujourd'hui l'enseignement supérieur n'est pas du tout suffisamment préparé à l'arrivée d'un tel logiciel. »

Quels sont les enjeux liés à l'arrivée de l'IA dans le monde de l'enseignement supérieur ?

RD : « L'enjeu principal consiste à pouvoir outiller les étudiants pour qu'ils puissent en faire une utilisation critique et intelligente. Sans oublier d'également outiller les enseignants et assistants, pour qu'ils puissent en détecter l'usage mais aussi pour qu'ils puissent adapter leurs pratiques. Car il ne faudrait pas commettre l'erreur de simplement interdire le logiciel ou de le traiter

*comme une simple question de triche. On passerait alors complètement à côté du sujet. »*

Emmanuel Disabato : « Ce ChatGPT ne fait finalement que démocratiser et diffuser à une échelle massive l'accès à la connaissance. Le vrai travail qu'il y a à fournir se situe donc dans la compréhension de l'outil. Car avoir accès à des travaux réalisés par d'autres, c'était déjà possible depuis des années. Ici, cela va juste beaucoup plus vite. La question, c'est donc de se dire : 'est-on en capacité de détecter les erreurs ou fake news relayées par ce logiciel ?' »

L'idée, ce serait de se former à une utilisation critique plutôt que de le rejeter ?

RD : « Je pense que l'arrivée de ChatGPT rappelle plus que jamais ce rôle fondamental de l'enseignement supérieur qui consiste à développer l'esprit critique des étudiants. Au-delà de former étudiants et professeurs à ces nouveaux outils ou au numérique en général, il y a tout l'enjeu de son utilisation dans la société. Il serait quand même dingue de voir des étudiants sortir de l'université sans savoir s'en servir alors qu'il serait par exemple devenu monnaie courante dans le monde du travail. Plus qu'une menace, je vois donc l'arrivée de ce logiciel comme une opportunité. Celle de rappeler la mission de l'enseignement supérieur. Tout en revoyant aussi nos modes de formation et d'évaluation. » ■ **G.VBG**

Retrouvez « Trois questions à Rodrigue Demeuse » sur <https://l.ead.me/QuestionsaRodrigueDemeuse>

